



LA LETTRE TRIMESTRIELLE DE L'AFRITAC DE L'OUEST

N° 41 – aout 2023 – octobre 2023

SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	2
ACTIVITES PAR DOMAINE	3
LES COURS EN LIGNE DU FMI	15
RAPPORTS DE MISSIONS MIS EN LIGNE SUR LE SITE DU FMI	16
ACTIVITES A VENIR	19



Belgique
partenaire du développement



La banque de l'AfE



VUE D'ENSEMBLE

Au cours du deuxième semestre de l'AF 2024 (août-octobre 2023), AFRITAC de l'Ouest a conduit et pris part à cinq activités de formation dont quatre séminaires et un webinaire. Le centre a organisé dix-huit missions d'assistance technique au profit de huit pays et d'une institution.

Pour ce qui est des nouvelles du personnel, au cours de la même période, le Centre a enregistré l'arrivée de monsieur Oumar Dissou, recruté comme conseiller régional en Gestion de la dette et développement des marchés financiers. Le trimestre a connu également les départs de MM Chaker Soltani et Nicolas Kacou, respectivement anciens conseillers en Gestion de la dette et développement des marchés financiers et en statistiques de finances publiques.

S'agissant du renforcement de la coopération avec les partenaires techniques et financiers, AFRITAC de l'Ouest a reçu dans ses locaux deux équipes de l'Agence française pour le développement (AFD-Golf de Guinée), l'ambassadeur des Pays-Bas en Côte d'Ivoire et des représentants du Trésor Américain en présentiel et en ligne.

Le centre a également reçu la visite du Directeur Afrique M. Selassie, de la cheffe de division M2 du département des finances publiques du FMI Mme Aslan et de la nouvelle représentante résidente du FMI en Côte d'Ivoire, Mme Touré.



Par ailleurs, le directeur de l'AFRITAC de l'Ouest a effectué une visite de courtoisie et de travail à la délégation de l'Union européenne à Abidjan. Il a également effectué une visite de travail au Sénégal pour rencontrer, les autorités sénégalaises, les grandes directions bénéficiaires de l'assistance technique, la BCEAO et l'ambassade du Luxembourg au Sénégal.



ACTIVITES PAR DOMAINE

A DMINISTRATION DOUANIERE

AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer la gestion du risque et la sélectivité des contrôles, la maîtrise de la base taxable à l'importation, la dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement et le renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.

Conseiller résident en administration douanière



Avant son arrivée à l'AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, **M. Ahmed Boilil** a été conseiller résident en techniques douanières au Togo dans le cadre d'un projet Banque africaine de développement (BAD). Il a été également conseiller résident en administration douanière à l'AFRITAC de l'ouest de janvier 2009 à décembre 2012. Auparavant il a été Directeur général adjoint des douanes en Mauritanie.

Sénégal - Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 16 au 27 octobre 2023. L'objectif de cette visite était d'évaluer la mise en œuvre des recommandations visant à renforcer la fonction d'évaluation proposées en octobre 2022, et d'introduire des actions efficaces dans les contrôles après dédouanement pour une meilleure mobilisation des recettes. Les mesures recommandées n'ont guère progressé. Toutefois, malgré ce faible niveau de progrès, il s'agit d'une évaluation plutôt encourageante dans le contexte où (1) des directeurs et des inspecteurs ont été nommés à la nouvelle direction des enquêtes douanières et à la direction du renseignement, de l'analyse des risques et de l'évaluation (DRAV) ; un manuel de procédures pour la gestion et le traitement de la déclaration

préalable d'importation est en cours d'élaboration ; (3) des travaux informatiques sont en cours pour adapter les outils permettant de saisir les résultats des contrôles en s'appuyant sur l'expérience, sur les faits constatés; (4) l'accès aux données externes permet d'améliorer l'analyse et le ciblage ; et (5) les contrôles des enquêtes sont en place et donnent des résultats - pour la période allant du 1er janvier au 21 septembre 2023, on constate une augmentation de 56 % de la valeur éludée, de 156 % des droits éludés et de 77 % des amendes par rapport au total cumulé des trois années 2020, 2021 et 2022.

A DMINISTRATION FISCALE

L'AFRITAC de l'Ouest conduit ses activités d'assistance technique en lien étroit avec la surveillance macroéconomique et les programmes du FMI pour aider les pays membres à surmonter leurs points faibles et aligner leurs niveaux de collecte des recettes sur leurs potentiels économiques. En liaison avec le Département des Finances publiques (FAD) du FMI, le Centre concentre son action sur l'amélioration de la maîtrise du risque de non-conformité et la consolidation des fonctions essentielles des administrations fiscales de la sous-région.

Conseiller résident en administration fiscale



M. Nicolas Hiol soutient depuis 2017 les administrations fiscales de la Guinée, du Niger et du Togo. En tant que membre du panel d'experts du FMI, il avait déjà eu l'occasion de mener différentes missions d'assistance technique dans la sous-région, au Burkina Faso, en Guinée et en Mauritanie.

Togo – Logiciel ETAX et performance des fonctions fiscales de l'Office Togolais des Recettes (OTR) du 4 au 15 septembre 2023.

La mission a aidé l'OTR à accroître le niveau d'impact du nouveau système informatique intégré du Commissariat des impôts (Etax), notamment sur les 6 risques d'incivisme fiscal qui affectent les recettes... Pour ce faire, une matrice des fonctionnalités omises a été confectionnée, ainsi que les procédures fiscales à réformer et les ajustements techniques indispensables. Un appui pratique a été fourni pour consolider la gouvernance de ce projet. Un récapitulatif des chantiers requérant un suivi spécifique a été proposé à l'équipe managériale, en même temps que les futures assistances possibles de l'AFW. Dans une perspective de très court terme, une quinzaine de listes

recensant des centaines de contribuables à risque a été préparée pour permettre aux services d'accroître le nombre de contribuables maîtrisés et les bases d'imposition, en attendant la montée en puissance de Etax.

Guinée – Phase 1 de l'appui au groupe de travail en charge de la préparation du plan stratégique de la DGI du 23 au 27 octobre 2023. L'AFW accompagne la conception en cours du premier plan stratégique de l'histoire de l'administration fiscale Guinéenne. La première phase de cet appui a permis d'évaluer les travaux à mi-parcours, d'affiner le diagnostic stratégique et de formuler des recommandations en vue de garantir la finalisation de ce document au cours de la 2e phase de l'assistance technique prévue du 27 novembre au 8 décembre 2023.

Conseiller résident en administration fiscale



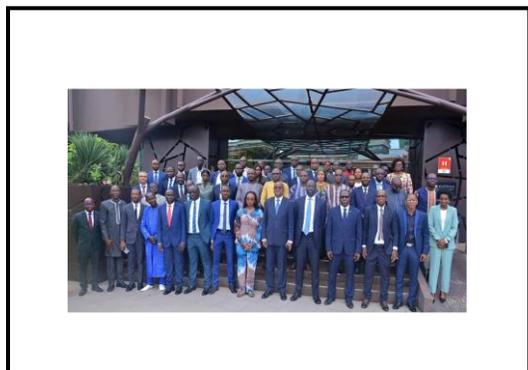
M. Olivier Sanz, conseiller résident en administration fiscale auprès de l'AFRITAC de l'Ouest depuis 2021, compte plus de vingt-cinq années d'expérience au sein de l'administration fiscale française, où il a occupé de nombreux postes à responsabilité, tant en administration centrale que dans les services opérationnels. Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest, où il a été conseiller résident de 2017 et 2019, Olivier Sanz était consultant international et membre du panel des experts du FMI. A ce titre, il a conduit de nombreuses missions d'assistance technique au Maghreb, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Mauritanie – Plan de modernisation de l'architecture informatique de la DGI du 7 au 18 août 2023.

En réponse à une demande des autorités qui souhaitent accélérer le déploiement de téléservices performants, la mission a : (i) évalué les performances de l'architecture d'application de la DGI ; (ii) défini les priorités de réforme ; et (iii) proposé un plan de modernisation des systèmes informatiques (IT) à court, moyen et long terme. Trois actions, qui

ne requièrent pas de financement particulier et que les autorités peuvent initier sans attendre, ont été identifiés. Outre les gains attendus, ces actions doivent permettre également à la Direction de l'information, des études, des réformes fiscales et de la formation (DIERFF) de réaffirmer son rôle de maître d'œuvre informatique et de reprendre la main en interne sur les développements.

UEMOA – Participation à l’atelier sur l’amélioration de la mobilisation des recettes intérieures organisé à Dakar du 5 au 9 septembre 2023. 42 participants des États membres de l’UEMOA, issus des différentes



régies financières (impôts, douanes et trésor), ont participé à l’atelier qui a donné lieu à une déclaration finale destinée au Conseil des Ministres de l’UEMOA. Le conseiller du Centre, qui représentait le Département des finances publiques (FAD) du FMI, a présenté les mesures spécifiques que les pays pourraient prendre pour améliorer la mobilisations des recettes fiscales et la façon dont l’assistance technique pourrait les y aider.

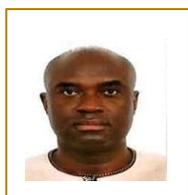
Plusieurs questions ont suscité des discussions animées, notamment : (i) les conditions préalables à la mise en place d’une stratégie de

mobilisation des recettes à moyen-terme (SRMT) ; (ii) le niveau approprié de soutien politique ; (iii) les mécanismes de pilotage et de coordination des administrations fiscales ; (iv) la démarche de gestion des risques ; (v) l’apport de la digitalisation ; et (vi) la gestion des ressources humaines, y compris des sujets comme la rémunération, la responsabilité et la lutte contre la corruption.

Guinée Bissau – Plan de fiabilisation du fichier des contribuables et renforcement du niveau de connaissance et d’utilisation de KONTAKTU du 9 au 20 octobre 2023. La

mission a : (i) audité les données du registre des contribuables ; (ii) automatisé une première série de corrections des données et élaboré un plan de modernisation pour la suite, en définissant trois axes d’amélioration : relier le fichier au registre de commerce, poursuivre la géolocalisation et identifier les dirigeants et principaux détenteurs du capital des entreprises. S’agissant de la plateforme de services en ligne, KONTAKTU, la mission a : (i) mis à jour la documentation ; (ii) défini un plan de formation avec un certain nombre d’outils didactiques à l’appui ; (iv) apporté des améliorations à l’outil pour suivre l’activité des agents sur la plateforme (fréquence des accès individuels et traçabilité des opérations) ; et (v) travaillé sur des scripts pour automatiser certaines tâches.

Conseiller résident en administration fiscale



M. Roland Atanga Fongue, Inspecteur principal des impôts et docteur en droit public, a travaillé pendant deux décennies au sein de l’administration fiscale camerounaise. Il y a contribué, à divers postes de responsabilités, à la mise en place de nombreuses réformes d’administration fiscale et de densification du réseau de coopération fiscale internationale. Membre du panel d’experts du FMI depuis 2011, il a mené de nombreuses missions d’assistance court terme en matière d’administration fiscale dans une quinzaine de pays. Avant de rejoindre l’AFRITAC de l’Ouest en octobre 2022, il a

conduit une assistance technique long terme entre 2019 et 2022 au profit du Tchad, de la République centrafricaine (RCA) et de la République démocratique du Congo (RDC).

Mali : Appui à la modernisation de l’administration des moyennes entreprises de Bamako- du 26 juillet au 08 aout 2023.

Cette activité de renforcement des capacités a aidé l’administration fiscale malienne à renforcer la gestion des centres des impôts des

moyennes entreprises (CIME) d’une part et à peaufiner le plan post-TADAT dans le secteur des moyennes entreprises d’autre part. en rappel , après la mission d’évaluation TADAT conduite par le FMI en avril 2023, les autorités maliennes ont sollicité la mise en place d’un

plan post -TADAT pour consolider les acquis et corriger les faiblesses constatées lors de l'évaluation. Ce plan post-TADAT couvre tous les segments d'administration de la population fiscale malienne. Les travaux de la mission ont permis : la simplification du dispositif de mobilité des dossiers entre segments, l'appui à

l'élargissement des fichiers des CIME avec 1081 contribuables potentiels à fidéliser pour élargir le répertoire, la mise en place d'actions de renforcement du civisme fiscal centrées sur la maîtrise de la défaillance, et la mise en place d'un dispositif pour faciliter et poursuivre les actions définies par la mission.

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Dans ce domaine, l'AFRITAC vise l'amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses publiques. Sous l'aspect gestion budgétaire, le programme d'activités vise le renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution et le contrôle. S'agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.

Conseillère résidente en gestion des dépenses publiques-aspect budget



Ha Vu a occupé plusieurs postes au FMI, comme économiste principal au sein du Département des finances publiques (FAD), ainsi qu'à la Banque mondiale. Elle dispose d'une expérience de 20 ans dans les finances publiques. Elle a contribué à l'élaboration du cadre d'évaluation de la gestion des investissements publics du FMI (PIMA).

Guinée-Bissau - Poursuite de l'appui à l'élaboration des documents de programmation budgétaire à moyen terme - du 16 – 20 octobre 2023 (mission conjointe avec le conseiller en analyse macro-budgétaire). Les travaux ont permis d'élaborer un document, qui après quelques compléments, a constitué le premier document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) en Guinée Bissau. Les réunions avec l'équipe technique mis en place ont porté sur les pistes d'amélioration à très court terme du document. Les prochaines étapes de renforcement des procédures et des capacités ont également été définies. La mission a préparé un projet d'arrêté portant création d'un Comité DPBEP simplifié et pratique qui correspond au contexte Bissau-guinéen.

Conseiller résident en gestion des dépenses publiques-aspect trésor



M. Naby Abraham Ouattara a exercé pendant 21 ans au Trésor Public du Burkina Faso où il a occupé graduellement les principaux postes de responsabilités dont notamment ceux de Directeur des Affaires Monétaires et Financières, d'Agent Comptable Central du Trésor et de Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique. Il a effectué plusieurs missions d'assistance technique en qualité d'expert court terme du Département des Finances Publiques du FMI. Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest, M. Ouattara a servi pendant trois ans et demi, à Conakry en qualité de conseiller en gestion des finances publiques pour le compte du FMI.

Mali - Poursuite de l'appui à mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP) à travers la revue qualité des états financiers annuels - du 02 – 13 octobre 2023 (mission conjointe avec le conseiller régional FAD qui couvre le Mali et le Tchad). La mission a examiné la mise en œuvre des recommandations des précédentes missions, analysé les états financiers des exercices 2019 à 2021 et identifié les principaux défis pour la production à bonne date et l'amélioration de la qualité de ces états financiers. Elle formulé des recommandations visant notamment à compléter et à améliorer le projet de rapport d'assainissement de la balance générale des comptes et faciliter son approbation et à accélérer la finalisation des interfaces entre le système d'information comptables et celui des administrations pourvoyeuses de données à la comptabilité générale.

UEMOA - Participation à la treizième réunion du réseau des praticiens des finances publiques-Ouagadougou - du 24 – 26 octobre 2023. La mission a contribué au renforcement des capacités des praticiens des finances publiques des Etats membres de l'UEMOA pour une meilleure articulation entre la comptabilité des matières (CM) et la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP). Elle a présenté une communication sur le thème principal relatif à l'articulation entre CM et CDCP autour de quatre points : (i) l'alignement des cadres normatifs, (ii) l'articulation au travers du bilan d'ouverture de l'Etat, (iii) les outils de gestion de la CM et de la CDCP, ainsi que (iv) les défis communs à relever par les Etats.

GESTION DE LA DETTE ET DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS

L'AFRITAC de l'Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie, appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique et soutient les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.

Conseiller résident en gestion de la dette et développement des marchés financiers



Avant son retour à AFRITAC de l'Ouest en septembre 2023, **M. Oumar Dissou** a passé les quatre dernières années à Libreville au Gabon où il a aidé les pays membres de l'AFRITAC Centre à moderniser leurs cadres institutionnels de gestion de la dette publique, appuyé la mise en œuvre des réformes de développement du marché des titres publics et renforcé les capacités analytiques des services chargés de la gestion de la dette publique.

Mauritanie : Elaboration et mise en œuvre du calendrier d'émission des valeurs du Trésor - du 18 – 26 septembre 2023. La mission a noté des progrès encourageants concernant le plan d'action proposé en 2022 pour le développement du marché des valeurs du Trésor, notamment la publication du calendrier

d'émission des valeurs du Trésor pour l'année 2023, l'abandon progressif de la politique de plafonnement des taux acceptés par le Trésor aux émissions des valeurs du Trésor et le retour des banques sur le marché des valeurs du Trésor. Elle a relevé les points d'attention pour consolider les acquis et a assisté la Direction

générale du Trésor et de la comptabilité publique et le Banque centrale de Mauritanie dans les préparatifs de l'émission inaugurale d'obligations du Trésor prévue en novembre 2023.

Guinée Bissau : Renforcement des capacités en matière de préparation de la stratégie de gestion de dette à moyen terme - du 23 octobre – 3 novembre 2023. La mission a renforcé les capacités analytiques des agents du ministère de l'Économie et des Finances sur

la démarche de préparation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et les a guidés dans son application aux données de la dette de la République de Guinée-Bissau projetées à fin 2023, à l'environnement macrobudgétaire et aux conditions de taux d'intérêt et de taux de change sur la période 2024-27. Elle a également fourni des conseils pour la finalisation et l'appropriation du document de la stratégie 2024-27, la mise en œuvre réussie et le suivi de la stratégie qui sera choisie.

SUPERVISION BANCAIRE

Le champ d'intervention de l'AFRITAC de l'Ouest dans le domaine de la supervision et de la réglementation financière vise à renforcer la solidité du système financier, à travers notamment la mise en conformité des réglementations et pratiques avec les principes définis par le Comité de Bâle, tels que le cadre prudentiel dit Bâle II / Bâle III, et la consolidation des acquis en matière de supervision basée sur les risques.

Conseiller résident en supervision bancaire



M. Jean-Charles Normand a rejoint l'AFRITAC de l'Ouest en janvier 2021 après une expérience de plus de trente ans au sein de la Banque de France, notamment dans des fonctions relatives à la supervision bancaire. Depuis 2004, il était en effet chef de missions de contrôle sur place, intervenant pour le compte de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ou de la Banque centrale européenne (BCE) auprès, des principaux établissements bancaires français mais également de compagnies d'assurances.

UMOA - Secrétariat général de la Commission bancaire – Formation sur le thème de la supervision du risque de marché et du risque de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire – du 30 août au 1er septembre 2023. Cette mission de formation a été dispensée à distance et elle a porté sur les questions de risque de marché et de risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB). Pour chacun de ces deux risques, la formation comprenait un rappel des enjeux prudentiels associés, une présentation générale des normes de Bâle applicables et un aperçu du contexte prudentiel et réglementaire de l'UMOA ainsi que des résultats du dernier Programme d'Évaluation de la Stabilité financière.

Parmi les sujets abordés, figuraient en particulier l'identification et la mesure de ces risques, la distinction entre le risque de marché et le risque de valorisation, les méthodes de contrôle sur place et hors site associées et un aperçu de la revue fondamentale du portefeuille de négociation (FRTB).

Plus de trente personnes ont assisté à la formation, un taux de participation élevé facilité par le fait que le cours a été dispensé à distance.

Mauritanie – Banque centrale de Mauritanie – Assistance technique relative aux questions de gouvernance des banques, de contrôle

interne et de réglementation du risque de transformation – du 11 au 22 septembre 2023.

La mission, qui a été réalisée sur place, s'est concentrée sur trois thèmes principaux : (i) la gouvernance bancaire, avec la préparation de méthodologies de supervision (sur site et sur pièces) et l'appui à la Banque centrale de Mauritanie (BCM) pour la réalisation d'un atelier de haut niveau sur la gouvernance ; (ii) le contrôle interne des établissements de crédit et leur gestion des risques, avec la préparation d'un projet de réglementation, et (iii) la mise en œuvre du *Net Stable Funding Ratio* (NSFR), avec l'analyse des données soumises par les banques dans le cadre d'une étude d'impact.

Dans le domaine de la gouvernance, une méthodologie d'inspection sur place a été élaborée, notamment grâce à des discussions avec les équipes sur place. Cette méthodologie vise notamment à dépasser les aspects formels de la conformité pour mieux évaluer le fonctionnement concret des organes de gouvernance, la qualité de leur travail et l'aptitude de leurs membres. La mission a également révisé le questionnaire annuel envoyé aux banques sur la gouvernance, en le transformant en rapport annuel, dans le but de fournir des informations qualitatives et de permettre aux superviseurs de mieux appréhender le fonctionnement réel des institutions qu'ils supervisent. L'équipe a également participé à un séminaire de haut niveau (directeurs généraux des banques et membres du conseil d'administration) organisé par le BCM sur le thème de la gouvernance.

En matière de contrôle interne et de gestion des risques des banques, l'instruction n° 5/GR/2012 a été revue et complétée. Elle prend désormais en compte les évolutions rendues nécessaires par la loi bancaire de 2018, l'instruction n°1/GR/2022 sur la gouvernance des banques et les différentes recommandations émises par le Comité de Bâle sur ce sujet.

Enfin, les données reçues pour l'étude d'impact du NSFR ont été revues et analysées. Un échantillon de banques, jugé représentatif par la BCM, a été examiné dont les résultats sont apparus concordants.

Webinaire inter-régional – Révision des principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace du Comité de Bâle – le 12 septembre 2023.

Dans le cadre du processus de consultation engagé par le Comité de Bâle sur les modifications proposées aux Principes fondamentaux, les services du siège du FMI ont organisé, pour sensibiliser les autorités des différents pays, des webinaires de présentation des principaux changements envisagés.

Ceux-ci sont inspirés par plusieurs thèmes reflétant des évolutions en cours dans le domaine réglementaire et prudentiel qui concernent : (i) les risques financiers ; (ii) la résilience opérationnelle ; (iii) le risque systémique et les aspects macroprudentiels de la supervision ; (iv) les nouveaux risques, notamment les risques financiers liés au climat et les risques induits par la digitalisation de l'activité financière ; (v) l'intermédiation financière non bancaire ; et (vi) les pratiques de gestion des risques.

Une fois les nouveaux Principes fondamentaux finalisés, en 2024, ils constitueront la nouvelle norme internationale en matière de supervision bancaire et deviendront la base de l'assistance technique et de la surveillance exercée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

L'objectif du webinaire, destiné aux Autorités de contrôle nationales, était donc de : a) sensibiliser celles-ci à la consultation en cours et encourager les réponses ; b) expliquer les changements proposés, c) discuter des amendements aux Principes fondamentaux qui sont les plus susceptibles d'affecter les pays en termes pratiques ; d) encourager une discussion entre pairs sur les nouveaux Principes, y compris les questions de proportionnalité et d'applicabilité universelle.

Au total, 45 représentants des Autorités des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest ont participé à ce webinaire.

République de Guinée – Banque centrale de la République de Guinée –Ratio de liquidité à court terme – du 3 au 13 octobre 2023.

L'objectif de cette mission de deux semaines, réalisée, sur place était d'entamer les travaux de mise en œuvre du ratio de couverture des liquidités (LCR) en République de Guinée.

Les travaux, effectués en atelier, ont permis de formaliser un premier projet d'instruction relatif au LCR, prenant en compte les spécificités

locales et le principe de proportionnalité, et, sur la base de ce document, d'élaborer un modèle qui pourra servir de support à une étude d'impact. Au cours de la mission, des réunions ont été organisées par la BCRG avec des banquiers locaux afin d'évaluer tout risque de difficultés dans la transposition du LCR.

S STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.

Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, M. **Nicolas Kacou** a fait une partie de sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire, où il a été chargé d'élaborer le Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), notamment à partir de la Balance générale des comptes du Trésor. Il a contribué à la production du manuel de statistiques de finances publiques du FMI.

Mali – Migration des statistiques de finances publiques aux normes et principes du MSFP 2014 du 24 juillet au 4 août 2023.

A la demande des autorités, les travaux de la mission ont débuté par une session de formation. Cette session a été suivie avec beaucoup d'intérêt par plus de 30 cadres et responsables. Ces sessions de formation ont été l'occasion pour la mission de faire un rappel et des présentations sur les normes et principes du MSFP 2014. La présentation sur les généralités du TOFE a permis aux participants de comprendre les grandes lignes du TOFE.

Les séances techniques ont permis d'examiner et d'affiner la table de passage de l'administration centrale budgétaire, d'élaborer celles des sous-secteurs de la sécurité sociale et des collectivités locales et d'identifier un échantillon d'unités pour l'élaboration du TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires. Les travaux ont également permis d'identifier les sources de données pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. En accord avec les autorités une méthodologie de suivi des recommandations a été adoptée.

Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



M. **Millogo François** a exercé, pendant 15 ans, des fonctions d'Administrateur des services financiers au Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers puis à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Burkina Faso, avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2022. Il a travaillé principalement dans le domaine des Statistiques de finances publiques (SFP), notamment du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).

Bénin- Séminaire en statistiques de finances publiques - du 25 au 29 septembre 2023.

AFRITAC de l'Ouest a organisé à Cotonou du 25 au 29 septembre 2023, un séminaire régional sur le thème : « l'intégration des opérations non monétaires dans les statistiques de finances publiques (SFP), l'élaboration du compte de patrimoine et de la classification fonctionnelle des dépenses des administrations publiques ». Le séminaire a permis aux différents pays en collaboration avec l'AFRITAC de l'Ouest et la commission de l'UEMOA d'adopter les méthodes de calcul des avantages en nature ainsi que le calendrier de prise en compte dans le TOFE des opérations non monétaires. Il a également permis de prendre conscience de l'importance de la classification fonctionnelle des dépenses dans l'analyse des finances publiques.

Togo- Amélioration de la production du Tableau des opérations financières de l'Etat selon le MSFP 2014 - du 25 au 29 septembre 2023.

La mission a : i) renforcé les capacités des acteurs des finances publiques à travers une session de formation théorique sur la méthodologie du MSFP 2014, ii) affiné le tableau de passage de production du TOF de l'administration centrale budgétaire (TOF ACB) selon le MSFP 2014, iii) aidé à produire des TOF ACB, base MSFP 2014, de qualité publiable pour les périodes fin décembre 2022 et fin juin 2023, iv) affiné le tableau de passage de production du TOF pour de la Caisse de retraites du Togo (TOF CRT) selon le MSFP 2014 qui a permis l'amélioration de la qualité des TOF CRT pour les périodes 2017 à 2022

pour la CRT, v) affiné le tableau de passage de production du TOF des EPN (TOF EPN) selon le MSFP 2014, ce qui a permis d'avoir un TOF EPN sur base expérimental, iv) évalué les progrès dans la mise en œuvre des recommandations de la précédente mission, et v) mis à jour la matrice d'actions pour la compilation des SFP en cohésion avec le MSFP 2014.

Guinée- Poursuite de l'amélioration de la production des statistiques de finances publiques conformément au MSFP 2014- du 17 au 28 octobre 2023.

La mission a : i) fait le point sur la mise en œuvre des recommandations de la mission précédente, ii) examiné les sources de données et les données primaires requises pour l'élaboration du TOF de l'ACB selon le MSFP 2014, iii) finalisé le TOF ACB à fin juillet 2023 selon le MSFP 2014, iv) codifié le plan comptable de l'Etat suivant les classifications du MSFP 2014 pour produire un TOF de l'ACB à partir de la balance générale des comptes du Trésor (BGCT), exercice 2022, v) produit une situation des actifs financiers et des passifs de l'ACB, vi) examiné les sources de données pour l'extension du champ de couverture des SFP aux autres sous-secteurs du secteur public, et vii) mis à jour la matrice d'actions pour la compilation des SFP en cohérence avec le MSFP 2014.

S STATISTIQUES DU SECTEUR REEL

L'AFRITAC de l'Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d'année de base dans tous ses pays membres. Le Centre appuie le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

Conseiller résident en Statistiques du secteur réel



M. **Sébastien Manzi** a travaillé d'abord en tant qu'économiste au département des statistiques du Fonds monétaire international à Washington, ensuite comme Conseiller Résident à l'AFRITAC Centre basé à Libreville au Gabon.

Togo – Statistiques de Comptabilité Nationale - du 23 octobre au 3 novembre.

La mission a aidé l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) du Togo à élaborer les comptes financiers pour 2019-2020 conformément au système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) dans le but de publier les comptes d'ici octobre 2024. Toutes les sources de données pour les comptes financiers 2019-2020 ont été collectées et traitées au cours de la mission.

Pour les sociétés non financières et un certain nombre de sociétés financières (auxiliaires financiers notamment), les données de la Déclaration Statistique et Fiscale (actifs financiers bruts, passifs) pour 2019-2020 ont été utilisées pour compiler les flux de financement 2020. La mission a recommandé de finaliser le nettoyage des données et de traiter les données sur les actifs financiers des compagnies d'assurance avant de finaliser les comptes financiers.

La mission a également aidé l'équipe de l'INSEED à développer la matrice des flux de fonds et les tableaux "de qui à qui" connexes avec une implication accrue de différents membres de l'équipe des comptes nationaux.

La formation brute de capital fixe (FBCF) des autres sociétés de dépôt et des institutions de microfinance n'a pas été calculée pour 2020, et le montant était faible pour les compagnies d'assurance. La mission a proposé une méthode d'estimation de la FBCF pour ces trois secteurs institutionnels et a recommandé de réduire significativement les montants estimés des dividendes versés aux ménages pour les sociétés non financières.

Guinée – Statistiques de Comptabilité Nationale – du 30 octobre au 3 novembre 2023.

Les estimations préliminaires pour la nouvelle année de base (2018) des comptes nationaux (CN) suivant le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) ont été présentées par l'Institut national de la statistique (INS) de la Guinée au cours d'un atelier de revue par les pairs de cinq jours. Plusieurs questions ont été discutées et des recommandations spécifiques ont été faites pour améliorer les estimations finales pour l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation minière, en utilisant le cadre du tableau des ressources et des emplois (TRE). La mission a noté des efforts significatifs dans la mise en œuvre des recommandations de la mission d'assistance technique organisée en avril 2023 sur la mise à jour de l'année de référence de 2006 à 2018 et la migration du SCN 1993 au SCN 2008.

Mauritanie – Statistiques de Comptabilité Nationale - du 28 août au 8 septembre 2023.

La mission a reçu l'appui des autorités et a travaillé ensemble avec l'équipe du Département du Moyen Orient du FMI pour finaliser l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) définitifs pour les années 2020 et 2021 ainsi que l'estimation des CNA provisoires de 2022. Résultant des travaux pendant la mission, le taux de croissance du PIB réel pour 2020 a été révisé légèrement à la hausse tandis

que la croissance réelle pour 2021 a été révisé à la baisse. Les résultats de l'estimation des comptes provisoires de 2022 furent l'objet de la présentation faite par l'équipe de l'ANSADE lors de la réunion organisée avec le Ministre de l'Economie et du Développement Durable et l'équipe du Département du Moyen Orient du FMI. Une revue complète de la méthodologie employée ainsi que du choix des indicateurs conjoncturels des CNT a été effectué pendant la mission.

ANALYSE MACRO-BUDGETAIRE

Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires.

Conseiller résident en Analyse macro-budgétaire



M. **Djoret Biaka Tedang** a travaillé pour plusieurs organisations internationales dans le domaine de la modélisation et du cadrage macroéconomique et budgétaire avant d'intégrer l'AFRITAC de l'Ouest en 2018. M. Djoret a été également chef de division Conjoncture et Prévision au Tchad.

COTE D'IVOIRE – ATELIER

Atelier sur le changement climatique et les politiques macro-financières en mode Hybride | 18-22 septembre 2023.

La hausse des températures induite par le changement climatique et l'augmentation de la fréquence et de la gravité des catastrophes naturelles affectent les pays du monde entier. Des politiques d'atténuation coordonnées au niveau mondial sont essentielles pour contenir le changement climatique, et les pays doivent également mettre en œuvre des politiques d'adaptation pour renforcer leur résilience. La transition vers une économie à faibles émissions de carbone crée également des risques et des

opportunités dans tous les secteurs, avec des implications pour le secteur financier. L'intégration des considérations climatiques dans la formulation des politiques afin de gérer les risques et les vulnérabilités économiques liés au climat est d'une importance capitale. Les pays doivent également mobiliser des financements pour le climat, en particulier dans un contexte où de nombreux marchés émergents et économies en développement (EMDE) font face à des contraintes budgétaires et à des vulnérabilités élevées en matière de dette.

L'atelier inter-régional AFC et AFW a vu la participation de 50 participants de 18 pays

AFW1/AFC. Afin d'alléger le programme de l'atelier, deux sessions virtuelles ont été organisées avant l'événement pour présenter aux participants certains des concepts les plus théoriques. Le volet en personne comprenait 7 conférences et 8 ateliers, ainsi que 11 présentations de pays. Les réactions ont été extrêmement positives, les participants se félicitant de leur nouvelle capacité à comprendre comment les questions climatiques sont liées et comment les différents outils du Fonds peuvent soutenir leur analyse. Les échanges entre pairs ont été très fructueux, et plusieurs participants ont présenté l'expérience de leur pays sur des questions spécifiques. Les participants ont demandé un approfondissement de la formation sur les questions fiscales et de banque centrale, l'organisation d'ateliers plus courts pour les ministres et les gouverneurs des banques centrales, et une formation dans les pays, y compris sur les outils d'analyse à long terme. Les participants ont également demandé un cadre macroéconomique simple intégrant des considérations climatiques.

Côte d'Ivoire - Intégrer le changement climatique dans la gestion des finances publiques et des investissements publics, à distance du 12 au 14 juillet et sur place du 7 au 18 septembre 2023, avec FAD



La mission, conduite par Mme Cigdem Aslan, cheffe de division à FAD, a évalué la possibilité d'introduire des pratiques de gestion verte des finances publiques (GFP), en s'appuyant sur le cadre de GFP vert du FMI, et a évalué la mesure dans laquelle les considérations relatives au changement climatique sont prises en compte dans le cycle de gestion des investissements publics (GIP), à l'aide du module climatique de l'évaluation de la gestion des investissements publics (C-PIMA).

La mission a constaté que l'intégration des questions climatiques dans les systèmes de GFP et de GIP en Côte d'Ivoire n'en est qu'à ses débuts, avec toutefois une série d'initiatives en cours. La mission a recommandé une approche progressive pour introduire la budgétisation sensible au climat et mieux intégrer les questions climatiques dans la GIP, en s'appuyant sur les forces existantes et les réformes en cours dans le système de GIP.

Bénin - Renforcer l'analyse des risques budgétaires liés aux entreprises et à la dette publique, du 10 au 18 août 2023.

Cette mission avait pour objectif d'approfondir l'analyse et la gestion des risques budgétaires liés aux entreprises et à la dette publiques et d'appuyer ainsi l'atteinte d'un repère structurel au titre du programme avec le FMI, relatif à la quantification des risques budgétaires. Les travaux de la mission se sont déroulés sous la forme d'ateliers de travail réunissant une vingtaine de cadres et Directeurs.

Au terme des travaux, la mission a remis aux autorités des propositions d'amendements sur les chapitres « risques macroéconomiques » et « dette publique », ainsi qu'une proposition de maquette détaillée pour les chapitres « entreprises publiques » et « garanties et prêts rétrocédés » de la déclaration sur les risques budgétaires. Plusieurs recommandations ont été discutées avec les autorités. Elles ont été déclinées dans un plan d'actions détaillé.

Bénin - Accompagnement à l'élaboration de la déclaration sur les risques budgétaires 2024, juillet – octobre 2023

L'accompagnement qui était axé sur la mise en œuvre des recommandations de la mission d'avril 2023, s'est fait à distance, à travers des réunions, des revues de documents et la participation de l'expert à des réunions de l'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest concernant les entreprises publiques (10-18 août 2023).

Au total, la Déclaration sur les Risques Budgétaires (DRB) contient de très nettes améliorations en termes de quantification des

risques. Ces progrès méritent d'être approfondis en garantissant la disponibilité de ressources humaines adéquates et en renforçant la coordination entre structures du ministère de l'Économie et des finances (MEF) et du reste de l'administration béninoise.

Les points forts de la présente DRB résident principalement dans le cadre analytique, la présentation graphique et la mise en forme et l'analyse des risques macroéconomiques.

Mali - Réaliser un cadrage macroéconomique 2024-2026 en grandeur nature du 25 octobre au 3 novembre 2023.

Durant la phase préparatoire à distance il s'est agi d'apporter un appui à la mise à jour du modèle macroéconomique récemment développé avec l'appui d'AFRITAC de l'Ouest. Il convient de rappeler que le modèle a été écrit en utilisant les données de comptabilité nationale suivant le SCN 2008 (qui n'étaient pas encore officialisées) ainsi que le format du TOFE selon les directives de l'UEMOA.

Les travaux en présentiel réalisés sous forme d'atelier de travail de l'équipe du comité de prévision et de modélisation (CPM) ont passé en revue toutes les étapes du travail de cadrage macroéconomique : formulation des hypothèses de projection, diagnostic du scénario à politique inchangée obtenu, formulation des objectifs et mesures de politique économique et budgétaire, traduction chiffrée de ces objectifs et mesures et estimation du scénario de référence. L'estimation de l'impact d'un choc a également été menée et a conduit à des résultats pertinents.

Les capacités à réaliser un cadrage macroéconomique de façon autonome par l'équipe de la DNPD ont été ainsi significativement renforcées. Cependant le renforcement des capacités techniques et institutionnelles devra se poursuivre en vue d'améliorer la qualité des projections macroéconomiques.

LES COURS EN LIGNE DU FMI

Des informations générales sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.edx.org/school/imfx>.

L'inscription aux cours en ligne, accessibles aux fonctionnaires et, dans certains cas, au public, est accessible à l'adresse suivante : <http://imf.smartcatalogiq.com>.

L'Institut du FMI propose des formations en ligne aux fonctionnaires des pays membres et au grand public. Des courtes vidéos de formation sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/c/IMFInstituteLearningChannel/featured>.

RAPPORTS DE MISSIONS MIS EN LIGNE SUR LE SITE DU FMI

Les rapports suivants ont été mis en ligne sur le site [Partners Connect](#) du FMI. Les membres du comité d'orientation des pays et les donateurs qui ont signé un accord de confidentialité avec le FMI peuvent accéder aux rapports à l'adresse suivante : [TA Reports \(imfconnect.org\)](#).

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
Mali	Statistiques de finances publiques	"Mali: Migration of Government finance statistics according to 2014 GFSM standards and principles (July 24 – August 4, 2023), October 2023 (French)"
Togo	Statistiques de finances publiques	"Togo: Improved production of the Table of State financial operations according to the GFSM 2014 (March 13 – 24, 2023), September 2023 (French)"
Mauritanie	Statistiques de finances publiques	"Mauritania: Work to expand the field of cover of financial statistics public according to the GFSM 2014 (February 28 – March 4, 2023), October 2023 (French)"
Benin	Statistiques de finances publiques	"Bénin: Work to expand the field of cover of financial statistics public according to the GFSM 2001/2014 (May 2 – May 13, 2022), October 2023 (French)"
Niger	Statistiques de finances publiques	"Niger: Work to expand the field of coverage of financial statistics public according to the GFSM 2001/2014 (November 22 - December 17, 2021), October 2023, (French)"
Guinée-Bissau	Statistiques de finances publiques	"Guinea Bissau: Development of the administration's TOFE central budget and expansion of scope of coverage of statistics public finances according to the GFSM 2014 (December 5 – 16, 2022) October 2023 (French)"
Guinée	Statistiques de finances publiques	"Guinea: Work on financial statistics public according to the GFSM 2014 (March 21 - April 1, 2022), October 2023 (French)"
Mauritanie	Statistiques de finances publiques	"Mauritania: Work to expand the field of cover of financial statistics public according to the GFSM 2001/2014, (August 9 – 20, 2021), October 2023 (French)"
Mauritanie	Administration fiscale	"Islamic Republic from Mauritania: Architectural modernization plan IT of the DGI, (August 7 – 18, 2023), October 2023 (French)"

Senegal	Statistiques de finances publiques	“Republic of Senegal: Production of NSDD tables according to GFSM 2014, (June 19 – 23, 2023), October 2023 (French)”
Togo	Administration fiscale	“Republic of Togo: Etax software and function performance Tax of the togolese revenue office, (September 4 - 15, 2023) November 2023 (French)”
Burkina Faso	Administration fiscale	“Burkina Faso: Deepening of the work implementation of risk analysis in programming of the tax audit, (Mai 22 – June 2, 2023) June 2023 (French)”
Mali	Administration fiscale	“Mali: Strengthening the administration of medium sized businesses, (July 26 – August 8, 2023), August 2023 (French)”
Burkina Faso	Statistique du secteur réel	“Burkina Faso: National Accounts Statistics, (July 12 – 21, 2023), July 2023 (French)”
Mauritanie	Statistique du secteur réel	“Mauritania: National Accounts Statistics, (June 5 – 16, 2023) October 2023, (French)”
Cote d'Ivoire	Statistique du secteur réel	“Ivory Coast: National Accounts Statistics, (June 19 – 30, 2023) July 2023 (French)”
Togo	Statistique du secteur réel	“Togo: National Accounts Statistics, (May 29 – June 9, 2023), June 2023
Guinée	Administration fiscale	“Republic Of Guinea: Support for the development of the plan mobilization of revenues for period 2023-2024, (May 29 – June 9, 2023) August 2023 (French)”
Benin	Analyse macro-budgétaire	“Benin: Strengthen risk quantification budgets linked to businesses public and public debt, (August 10 – 18, 2023) August 2023 (French)”
Guinée	Administration douanière	“Guinea: Strengthening the customs valuation function, (July 10 – 21, 2023) July 2023 (French)”
Burkina Faso	Gestion des dépenses publiques	“Burkina Faso: Consolidation of financial operations of public administrations, (April 17 – 21, 2023), August 2023 (French)”
Guinée	Gestion de la dette	“Republic of Guinea: Strengthening practices for developing the medium-term debt management strategy, (April 26 – May 5, 2023), May 2023 (French)”
Togo	Gestion des dépenses publiques	“Togo: Strengthening budgeting the state payroll in mode program, (April 17 – 28, 2023), July 2023 (French)”

Guinée-Bissau	Gestion des dépenses publiques	“Guinea Bissau: Implementation of a document budget programming and multi-year economic plan (DPOEP), (October 24 – November 4, 2022, <i>virtual</i> / November 28 – December 9, 2022, <i>in person</i>) November - December 2022, (Portuguese)”
Mauritanie	Gestion de la dette	“Islamic Republic from Mauritania: Development and implementation of the schedule for issuing values of the Treasure, (September 18 – 26, 2023), November 2023 (French)”

ACTIVITES A VENIR

Les principales activités planifiées pour la période novembre 2023 – janvier 2024 sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée	Appui à l'exploitation du Système Comptable Intégré de l'Etat (SCIE) et à l'assainissement de la Balance Générale des Comptes.	4-15 décembre 2023
GESTION DE LA DETTE ET DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Amélioration de la coordination entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie	13-24 novembre 2023
Burkina-Faso	Elaboration du manuel de procédures de gestion de la dette publique	12-22 décembre 2023
Mauritanie	Formation à l'utilisation de l'outil de la dynamique de la dette	8-19 janvier 2024
Bénin	Amélioration de la coordination entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie	13-24 novembre 2023
ADMINISTRATION FISCALE		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Évaluation TADAT	15-28 novembre 2023
Bénin	Mission post TADAT	Reportée en mars 2023
Burkina Faso	Poursuite de la mise en œuvre de l'automatisation de la programmation du contrôle fiscal	Novembre 2023
Côte d'Ivoire	Participation à la mission du siège (FAD)	Février-Mars 2024
Côte d'Ivoire	Participation à la mission du siège (FAD)	Février-Mars 2024
Burkina Faso	Poursuite de la mise en œuvre de l'automatisation de la programmation du contrôle fiscal.	Novembre 2023
ADMINISTRATION DOUANIERE		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Mauritanie	Poursuite du projet de mise en place d'un système de gestion des risques automatisé	6 au 15 décembre 2023
STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES		
Côte d'Ivoire	L'élaboration des statistiques de finances publiques (SFP) conformément au Manuel de statistiques de finances publiques 2014 (MSFP 2014) et sur les statistiques de la dette publique.	13-24 novembre 2023

STATISTIQUES DU SECTEUR REEL		
Pays membres	Séminaire en statistiques du secteur réel sur l'utilisation des données des sources administratives (DSA) pour élaborer des comptes nationaux de bonne qualité	22-26 janvier 2024
SUPERVISION BANCAIRE		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée	Travaux à caractère règlementaire relatifs aux grands risques	7-18 octobre 2023
Mauritanie	Méthodologies de contrôle de la gouvernance	4-15 novembre 2023
Guinée	Etude d'impact LCR	Janvier 2024
ANALYSES MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Burkina Faso	Renforcer la gestion des risques budgétaires	27 novembre au 1 ^{er} décembre 2023 et du 6 au 15 décembre 2023
Togo	Renforcer l'analyse des risques macroéconomiques et les outils de cadrage macroéconomique	10-23 janvier 2024
Burkina Faso	Formation de formateur en analyse de politiques publiques	29 janvier au 2 février 2024
Guinée-Bissau	Préparation des cadres budgétaires et des dépenses à moyen terme (avec Ha Vu)	Février 2024

MEMBRES



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

PARTENAIRES



Belgique
partenaire du développement



AFRITAC de l'Ouest
Immeuble BCEAO
Abidjan, Plateau
Côte d'Ivoire
www.afritaouest.org
www.facebook.com/afritaouest
(+225) 27 20 20 89 87